



Paris, 15 décembre 2010

Communiqué

**Alain Vidalies, Secrétaire national à l'emploi et au travail,
Michel Sapin, Secrétaire national à l'économie**

Gel du SMIC : un nouveau coup dur porté aux salariés

En France, alors que 10 % des salariés sont rémunérés au SMIC, c'est la quatrième année consécutive que le Gouvernement refuse de faire un geste envers eux. Il vient de décider une quasi-stagnation du SMIC, correspondant au strict minimum de l'obligation légale, soit une « augmentation » de 14 centimes d'euros par heure. Nicolas Sarkozy s'était pourtant ému lors de la campagne présidentielle que les salaires « *étaient trop bas, les revenus trop faibles* » et voulait s'adresser « *à la France qui travaille dur et qui pourtant trouve qu'on n'arrive pas à joindre les deux bouts* ».

Cette décision est dans la ligne droite de la politique menée par ce gouvernement : elle est socialement injuste et économiquement inefficace.

Socialement injuste, parce qu'avec environ 1 055 euros net par mois on a du mal, non à vivre, mais bien à survivre. Alors qu'on apprend que les patrons des 40 plus grandes entreprises françaises ont gagné en moyenne 190 fois le salaire minimum au plus dur de la crise, que les charges fixes des ménages ne cessent de s'accroître (électricité, gaz etc...), le gouvernement fait payer la facture des dettes qu'il a creusées depuis huit ans aux salariés les plus modestes. Cette non revalorisation est dramatiquement inefficace d'un point de vue économique. La France n'est pas sortie de la crise et le soutien au pouvoir d'achat des ménages, et donc de la croissance, devrait être une priorité pour assurer une reprise durable.

Le Parti socialiste demande au gouvernement de prendre ses responsabilités, notamment celle qui lui incombe d'assurer aux Français un niveau de rémunération de leur travail décent.